



DJIBOUTI

DISCOURS PRONONCÉ PAR

SON EXCELLENCE MOHAMED SIAD DOUALEH

**AMBASSADEUR, REPRÉSENTANT PERMANENT
DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

**DEVANT LA 79^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES**

LE 30 SEPTEMBRE 2024

Vérifier à l'audition

Monsieur le Président,

Je souhaiterais de prime abord féliciter très chaleureusement Son Excellence M. Philémon Yang, Président de l'Assemblée générale pour la 79ème session et l'assurer du plein soutien de la République de Djibouti dans l'exécution de son mandat. Le thème que vous avez choisi pour cette session : « L'unité dans la diversité pour l'avancement de la paix, du développement durable et de la dignité humaine partout et pour tous » résume et révèle ce que réclament de millions d'êtres humains de par le monde: un monde moins inégal, plus solidaire, pacifié et prospère. Un monde où l'unité ne se confond pas avec la négation des particularités et où la reconnaissance d'un destin commun mobilise l'énergie de tous et de toutes pour bâtir un meilleur avenir commun. Nous réitérons notre gratitude à votre prédécesseur M. Dennis Francis pour l'immense travail accompli.

Monsieur le Président,

Le monde traverse une période périlleuse caractérisée par les désordres et l'incertitude. La crise est observable à plusieurs niveaux. Les conflits prolifèrent et se font de plus en plus violents. Les conflits en Ukraine et à Gaza continuent à faire

rage sans que nous ne convenions de conditions pour la conclusion d'un accord de cessez-le-feu. Le terrorisme progresse dans plusieurs parties du monde, y compris sur le continent africain où la métastase qu'il connaît constitue une source de préoccupation pour nous. Le déficit de financement annuel des ODD se creuse dangereusement chaque jour davantage et de nombreux pays font face à une situation financière difficile aggravée par la multiplicité des chocs exogènes et le fardeau de la dette. La crise de confiance entre les États membres affecte le système multilatéral et mine sa crédibilité. Le risque de fragmentation géoéconomique et les guerres commerciales constituent un ensemble de facteurs qui impactent négativement la croissance économique mondiale, génèrent un chaos dans lequel se perdent les intérêts et la voix des pays en voie de développement. Le diagnostic, nous l'avons déjà posé depuis nos débats qui remontent à la célébration du 75^{ème} anniversaire des Nations Unies. Nous n'y reviendrons donc pas. La question est de savoir si nous serons en mesure d'utiliser les fenêtres d'opportunité de renouvellement qui se présentent à nous car fort heureusement il y en a. Nous devons redoubler d'efforts, surmonter nos divisions et mener une action collective afin de mettre fin aux conflits, mettre en place des politiques, des programmes d'investissement et des partenariats pour rattraper le retard pris dans la mise en œuvre des ODD et réformer les institutions financières internationales de manière à ce qu'elle puisse répondre de

manière prompte et efficace aux urgences et aux chocs systémiques auxquels de nombreux pays du monde font face.

Monsieur le Président,

Les institutions financières doivent fournir aux pays en développement un accès à un volume plus important de subventions et de financements à des conditions favorables, tout en préservant leur tolérance au risque pour les investissements liés au développement durable, y compris l'utilisation d'instruments de risque innovants. Ces solutions doivent être discutées, approfondies dans le sens de leur mise en œuvre au sein du Conseil Économique et social dont le rôle et la place doivent être renforcés. L'ONU, comme le stipule la charte, doit jouer un rôle important dans le travail de coordination économique mondiale, car c'est l'organisation la plus démocratique. L'ECOSOC doit continuer à jouer un rôle de premier plan dans l'identification des défis émergents, la promotion de l'innovation et la réalisation d'une intégration économique, sociale et environnementale du développement durable.

Nous saisissons cette opportunité pour exprimer notre profonde gratitude aux États membres des Nations-Unies pour la confiance qu'ils ont témoignée envers mon pays, Djibouti, en l'élisant en Juin dernier comme pays membre de l'ECOSOC pour la période 2025-2027. Vous pourrez compter sur Djibouti pour défendre ces domaines prioritaires au sein de l'ECOSOC au cours de son mandat.

Monsieur le Président,

A l'instar de nombreux États en développement, Djibouti se trouve confronté à des défis majeurs induits par le changement climatique, notamment l'augmentation des températures, la raréfaction des ressources hydriques et l'élévation du niveau de la mer. Face à ces menaces persistantes, le Gouvernement djiboutien a mis en œuvre une série de mesures ambitieuses et multidimensionnelles visant à atténuer les effets du changement climatique et à renforcer la résilience du pays.

La COP 29 offre une autre fenêtre de renouvellement pour la communauté internationale pour éviter que le retard pris dans les engagements en matière de changement climatique ne soit irrattrapable. Elle constitue une opportunité vitale afin d'ériger l'adaptation en priorité absolue et mobiliser les ressources adéquates.

La promesse de versement des 100 milliards de dollars par an n'a pas été tenue. Il est urgent de rétablir la confiance en procédant au versement rapide de milliards de dollars nécessaires. Il faut mettre en œuvre pour mettre les mesures d'adaptation nécessaires et une transition équitable vers les énergies renouvelables dans les pays à faible revenu. Il faut de toute urgence opérationnaliser le Fonds pour les pertes et les dommages qui est créé pour aider les pays et les personnes qui pâtissent des effets inévitables du changement et mobiliser davantage de ressources. C'est une question qui affecte les droits de milliards de personnes, c'est un obstacle au développement et c'est également une menace existentielle.

Mr. President,

We welcome the adoption of the Pact of the Future and its annexes, the Global Compact and the Declaration on future generations. We live in an era of disruptive technological advances and complex challenges. Djibouti is grateful to the US for having spearheaded the effort that led to the unanimous adoption by the General Assembly of the first ever resolution on artificial Intelligence to promote safe, secure and trustworthy Artificial Intelligence systems for sustainable development. We in Djibouti are convinced that preparing for the future requires optimizing our country's

human capital as the most sustainable key to economic growth. Like many African countries, Djibouti's population is young. Its population is a tremendous asset and a huge competitive advantage if it is harnessed through investment in skills development and new technologies to promote quality job and workforce competitiveness. We have the ambition to vigorously pursue education systems focused on accessing advanced technological skills.

Monsieur le Président,

Djibouti se félicite des progrès accomplis par la Somalie dans ses efforts de stabilisation du pays, ainsi que l'approche holistique développée par le Gouvernement du Président Hassan Sheikh Mohamud pour approfondir la paix.

Nous saluons les efforts du Conseil de Paix et de Sécurité afin d'élaborer une évaluation stratégique conjointe de la situation en Somalie et d'un projet de concept général d'opérations.

Il nous faut intensifier les discussions afin de convenir la meilleure option de financement de la mission. Le mandat confié à la future mission post-ATMIS est un mandat robuste; la menace sécuritaire posée par les attaques terroristes de Al-Shabab constitue un obstacle majeur à nos efforts conjoints et doit être éliminée le plus rapidement possible.

Il faut garantir à la future mission les ressources adéquates et les équipements nécessaires, y compris des multiplicateurs de forces.

Nous devons soutenir, sans réserve, les efforts du Gouvernement Somalien à se repositionner comme un acteur clé dans la région. Son mandat au Conseil de Sécurité qui débutera en janvier prochain lui servira assurément de plateforme pour partager les leçons apprises et l'expérience acquise durant ces décennies de conflit.

Djibouti demeure préoccupé par les attaques perpétrées par les Houthis contre les navires marchands et les navires de commerce. Elles perturbent de manière inquiétante les trafics maritimes et les flux commerciaux. La crise a déjà causé une augmentation exponentielle des couts de transport maritime qui se reflète dans l'indice des prix des biens de consommation. Si la situation se prolonge, l'impact

sur l'économie djiboutienne, ainsi que les conséquences environnementales de ces attaques répétées seraient dévastateurs.

Nous appelons à l'identification de solutions qui apaisent les tensions régionales qui attribuent à la détérioration de la situation en Mer Rouge et à l'intensification des efforts diplomatiques en vue de trouver une issue favorable au processus de paix au Yémen, sous les auspices de l'ONU.

Mr. President,

We are profoundly alarmed by the continued deterioration of the situation in the Middle East and Gaza, and the West Bank in particular. The violence continues unabated! We are profoundly saddened by the continued loss of lives, in particular children in Gaza, the collective punishment of the Palestinian people, the indiscriminate and continued bombings, and the unlawful occupation in the form of a total siege. The attack on Lebanon has accelerated the regional conflagration we all feared. We express hope that the parties would agree to the 21-day ceasefire called for by the US and France. We must avoid at all cost an all-out war.

We welcome the resolution recently adopted at the General Assembly 10th Emergency Special Session by an overwhelming majority. The solution demanded by the Security Council, the General Assembly, the Arab Peace Initiative and by all the 140 states that already recognize the State of Palestine is the two-State solution. It is the only solution that can lead to lasting peace and security. And this is the very solution that has been blocked by Israel's defiant insistence on maintaining its occupation of Palestinian territory in perpetuity.

Mr. President,

We are troubled by the continued deterioration of the situation in Sudan, the 3rd largest African country and a founding member of IGAD. We are saddened by the tragic loss of lives, the destruction of infrastructure and the devastating humanitarian catastrophe that it has caused. Djibouti, under the leadership of President Guelleh, current Chairman of IGAD, has held many meetings at Summit level to explore avenues for a peaceful resolution of the conflict.

Djibouti reaffirmed its commitment to the territorial integrity, sovereignty, political independence and unity of Sudan. In line with African Union Peace and Security Council decisions, we underscore the importance of ensuring the protection of the Sudanese State, its institutions and its people.

We just recently held in Djibouti, in partnership with the United Nations, a retreat of mediators with the ultimate goal of harmonizing the various initiatives aimed at ending the conflict. We call on the Sudanese Armed Forces and the Rapid Support Forces to honor the commitments made in Jeddah and subsequent negotiations and further urge them to guarantee full, safe, rapid and unhindered humanitarian access. We call on Sudanese leaders to have the Sudanese people's best interest at heart. We call on external actors concerned by the conflict in Sudan and in a position to do so to use their influence and bring constructive pressure to bear on the parties so they commit to a mediation format with the ultimate objective of achieving a negotiated settlement of the conflict. We cannot, we must not give up on the prospects of peace in Sudan.

Mr. President,

Djibouti stands ready to complete the normalization process with our neighbor Eritrea and we stand ready to find a negotiated settlement to the conflict on the basis of international law including the unresolved border dispute and other outstanding issues. The fate of our missing combatants is upper most in our hearts. Their families need closure!

To conclude,

At UNGA79, we have made significant commitments. We have adopted the pact of the future, a bold and ambitious document which bestows important responsibilities to our organization and strengthens it and also calls for a reformed global governance structure. We did it to reject the return to an older order, devoid of justice where the strong do what they can and the weak suffer what they must, where there is no rule of law and might triumphs over right. We did it for our own sake and for the sake of our posterity because we have no choice but to stand up and stand together to prevent a descent into this morass.

We now have to honor the commitments made. The stakes are high, because if we don't, the United Nations will continue to be reduced to a symbolic space where non-binding commitments are made but never implemented.

Thank you for your attention.